

## Plan CO.RAIL Antilles

Yves Jego, secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer a annoncé lors de son déplacement aux Antilles du 19 au 24 mars 2009, une série de mesures de soutien aux TPE/PME guadeloupéennes et martiniquaises dans le cadre du plan CO.RAIL (Contrat de reprise d'activité et d'initiative locale).

Ce plan comprend des dispositions exceptionnelles que l'Etat prévoit à court terme en faveur des entreprises pour les aider à surmonter les difficultés de trésorerie au sortir de la crise avec notamment un report du paiement des dettes fiscales, des droits de douane, des aménagements en matière de dettes sociales comme la suspension des poursuites durant six mois et un abandon de 50 % des créances en cas de signature d'un plan d'apurement par les entreprises concernées ainsi qu'un assouplissement des règles applicables au chômage partiel.

Les TPE en difficulté pourront également obtenir un prêt à taux zéro d'un montant maximal de 25 000 euros et accéder à des prêts d'honneur.

Des mesures à moyen terme visant une reprise de l'investissement sont également prévues tels les prêts participatifs de rénovation hôtelière octroyés à taux préférentiels et sans garantie pour un montant unitaire compris entre 40 000 euros et 120 000 euros sur 7 ans avec un différé de 2 ans.

M. Jego avait auparavant signé une convention de soutien au secteur du tourisme avec le GIE Maison de la France chargé de mettre en place et de réaliser une campagne internationale de promotion touristique afin de relancer et de diversifier la fréquentation touristique de l'outre-mer français, sur le marché national et les grands marchés étrangers conformément aux actions de communication annoncées lors des assises nationales du tourisme (création d'un site Internet de promotion et de réservation, conception et diffusion d'une brochure de promotion touristique sur l'ensemble des destinations ultramarines).

Les informations relatives au plan CO.RAIL Antilles sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.outre-mer.gouv.fr/?informations-plan-co-rail-antilles.html>

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Communiqué de la BCE

Le 2 avril 2009, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a abaissé de 25 points de base ses différents taux directeurs avec effet au 8 avril 2009 : - le taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème est passé à 1,25 % ; - le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal est fixé à 2,25 % ; - le taux d'intérêt de la facilité de dépôt est passé à 0,25%.

### Conseil de surveillance de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'Institut d'Émission des Départements d'Outre-mer (IEDOM) s'est réuni le 17 mars 2009 à Paris sous la présidence de M. Jean-Pierre Landau, Sous-Gouverneur de la Banque de France, et en présence de M. Yves Barroux, Directeur général.

Le Conseil a passé en revue l'évolution en 2008 de la situation économique et financière des départements et collectivités d'outre-mer. Il a fait le point sur la participation de l'IEDOM dans le dispositif gouvernemental de médiation du crédit mis en place en octobre 2008.

Le Conseil a examiné le rapport du comité d'audit et de contrôle interne qui présente une analyse régulière et périodique du dispositif de maîtrise des risques mis en place au sein de l'Institut.

Les comptes de l'IEDOM pour l'exercice 2008, certifiés par les commissaires aux comptes, ont été approuvés par le Conseil.

### Préparation des Etats généraux de l'outre-mer

Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et M. Yves Jego, secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer, ont présenté en conseil des ministres, le 18 mars 2009, le calendrier et les modalités de mise en œuvre des Etats généraux de l'outre-mer qui débiteront le 15 avril 2009. M. Richard Samuel, préfet, délégué général à l'outre-mer, a été nommé coordinateur national de ces Etats généraux. Les ateliers se tiendront dans chacun des DOM entre le 15 avril et le 15 mai 2009. Une consultation sera également organisée pour les ultramarins vivant en métropole.

Le site Internet [www.etatsgenerauxdeloutremer.fr](http://www.etatsgenerauxdeloutremer.fr) a été lancé afin d'élargir le périmètre des consultations.

### Projet de loi pour le développement économique des outre-mer

Le Sénat a adopté le 12 mars 2009 le projet de loi pour le développement économique des outre-mer. Le texte comporte plusieurs améliorations notables en matière de pouvoir d'achat, de renforcement de la compétitivité des entreprises dans un contexte de crise économique, de relance du logement social et d'amélioration de la transparence de la défiscalisation des investissements outre-mer.

Le projet de loi sera discuté à l'Assemblée nationale à partir du 6 avril 2009, après examen par la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire.

### Convention entre l'ADIE et le Secrétariat d'Etat à l'outre-mer

M. Yves Jego, secrétaire d'Etat chargé à l'Outre-mer, a signé une convention avec Mme Maria Nowak, présidente de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) pour la création de 1 000 nouvelles entreprises outre-mer. Le secrétariat d'Etat à l'outre-mer versera 2 millions d'euros au total sur 3 ans à l'ADIE afin de financer l'accompagnement des bénéficiaires (formation, suivi et conseil).

### Publications de l'IEDOM

Les notes expresses n° 53, 54, 55, 56, 57 et 59 réalisées par les agences de Mayotte, de la Réunion, de la Guyane, de la Guadeloupe, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de la Martinique présentent une synthèse de la conjoncture en 2008.

Ces documents sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)) pages publications de chacune des agences.

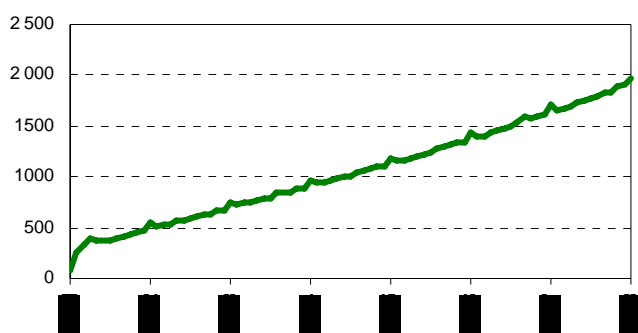
# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Ralentissement de la progression de l'émission nette de billets en 2008

A fin décembre 2008, l'émission nette cumulée des billets euros à la Réunion, mesurée par différence entre les sorties et les entrées de billets aux guichets de l'ledom, s'élève à 1 972 millions d'€ toutes coupures confondues pour un total de 33,9 millions de billets. Ce chiffre ne traduit que très approximativement la masse fiduciaire en circulation dans le département car le flux des coupures qui en sortent et celui de celles « importées » à l'occasion des mouvements de voyageurs ne peut être pris en compte. En valeur, la croissance de l'émission fiduciaire atteint +15,7 % en 2008, en décélération par rapport à 2007 (+18,7 %) et 2006 (+22,5 %). Le nombre de billets émis suit une tendance similaire avec une progression de 14,6 % en 2008 contre +17,4 % en 2007 et +22,5 % en 2006.

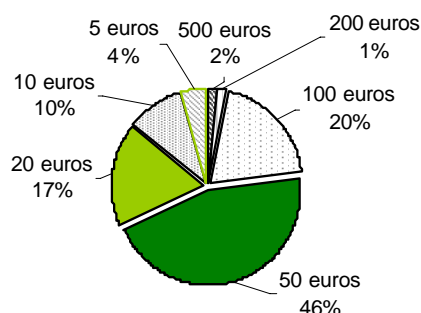
La part importante des coupures de 100 € (20 % du total et +14,6 % en nombre par rapport à 2007) et de 50 € tient notamment à la pratique du versement des prestations sociales en espèces aux guichets de la Poste, à la distribution majoritaire par les distributeurs de billets de coupures de 50 € (alors qu'en métropole les Dab distribuent le plus souvent des billets de 10 et 20 €), à l'existence d'une tradition fiduciaire dans les échanges commerciaux, sans oublier une possible re-thésaurisation après le passage à l'euro. A noter également la prépondérance de la coupure de 50 € qui constitue une spécificité réunionnaise par rapport à la métropole où le billet de 20 € est majoritaire. Cette prépondérance se renforce : avec une hausse de 19,3 % en 2008, les coupures de 50 € représentent près de la moitié des billets émis, soit une proportion plus de deux fois supérieure à celle des coupures de 20 € et de 100 €.

### Emissions nettes cumulées de billets (à fin décembre 2008) en valeur (en millions d'€)



Source : ledom

### Répartition par quantité à fin décembre 2008



Source : ledom

S'agissant des très grosses coupures, 552 000 billets de 500 € et 500 000 coupures de 200 € ont été émis depuis janvier 2002 à la Réunion, soit respectivement 1,6 % et 1,5 % du total en nombre. En valeur, ces coupures représentent respectivement 276 millions d'€, soit 14 % du montant total émis et 100 millions d'€, soit 5 % du total émis.

### Nombre de coupures mises en circulation à la Réunion (en milliers de billets)

émission nette en nombre	500 euros	200 euros	100 euros	50 euros	20 euros	10 euros	5 euros	Total
2005	368	343	4 110	7 925	4 179	2 373	1 215	20 513
2006	430	396	4 951	10 285	4 934	2 796	1 346	25 138
2007	485	452	5 794	12 965	5 373	3 015	1 442	29 526
2008	552	500	6 639	15 470	5 915	3 304	1 464	33 844
Var. 08/07	13,8%	10,6%	14,6%	19,3%	10,1%	9,6%	1,5%	14,6%

Source : ledom

## Poursuite du dispositif de médiation du crédit

A fin mars 2009, 78 dossiers étaient dans le circuit de la médiation. Parmi eux 44 ont été déclarés éligibles, 27 n'ont pas été retenus et 7 sont en attente de qualification. Sur les 44 dossiers éligibles, 15 ont trouvé une issue favorable, 25 sont en cours de traitement et 4 dossiers n'ont pas pu être résolus. Le taux de succès s'élève ainsi à 34 %.

Pour mémoire, à la Réunion comme dans les autres DOM, le Directeur de l'ledom est le médiateur départemental du crédit. Les dossiers peuvent lui être adressés sur la boîte à la lettre électronique : <http://www.mediateurducredit.fr>

# BREVES ECONOMIQUES

## LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (INSEE)	Indice général des prix à la consommation – fév 2009 Métropole et DOM – fév 2009	122	- 0,8 %	+ 1,8 % + 0,0 %
<b>RMI</b> (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI – fév 2009 Cumul des prestations versées (millions d'€)	65 486 59,0	+ 1,1 %	- 1,6 % + 1,3 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations –janv 2009 (millions d'€) Exportations –janv 2009 (millions d'€) Taux de couverture	271 18 6,6 %	- - -	- 24,8 % + 54,3 % + 3,4 pt
<b>Chômage</b> DTEFP	Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : fév 2009	87 820	+ 3,9 %	+ 16,4 %

## LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic Maritime</b> (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) déc 2008 cumulé 2008	292 025 4 287 963	- 31,3 % -	- 26,9 % + 1,8 %
<b>Trafic Aéroportuaire</b>	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports - fév 2009 Cumulé 2009	93 604 283 389	- 50,7 % -	- 3,5 % - 3,2 %
<b>Construction</b> (CERBTP)	Ventes de ciment – (tonnes) – déc 2008 cumulé depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2008	38 966 583 454	- 10,6 % -	- 2,7 % - 5,9 %
	Effectifs salariés du BTP à fin janvier 2009	21 379	- 6,1 %	- 0,8 %

### Difficultés du secteur du BTP

	2006	2007	2008	2009*
Chiffre d'affaires (milliards d'€)	1,73	2,06	2,13	1,5
Salariés	20 440	22 540	23 880	17 900
Entreprises Dont + de 10 sal.	4 800 370	5 100 420	5 500 530	nd

Source : Cer-btp

\*prévisions

L'outil de planification de la commande publique permet à la cellule économique du BTP de la Réunion d'estimer le volume d'activité prévisionnel ainsi que l'effectif concerné. Pour l'exercice 2009, une diminution de 35 % de l'activité est attendue pour un montant global estimé de 1,5 milliard d'€ de chiffre d'affaires. L'effectif moyen du secteur pour l'année 2009 se situerait à 17 900 salariés (niveau de 2005), ce qui correspond à une diminution de 5 900 emplois. Un salarié sur quatre pourrait être concerné.

En ce qui concerne le secteur des travaux publics ce trou d'air est imputable à la fin simultanée de plusieurs chantiers d'envergure - dont la route des Tamarins - et à l'abandon de certains projets, non relayés immédiatement par un nouveau train de commande publique. Pour le bâtiment, les prévisions d'activité tablent sur 1 500 logements construits en 2009 à comparer aux 9 000 logements construits et vendus annuellement au cours des derniers exercices. Une reprise d'activité serait attendue pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2010. A fin janvier 2009, 21 379 personnes sont recensées à la Caisse Générale des Effectifs du BTP, chiffre en retrait de 6,1 % par rapport à décembre 2008 mais quasiment au même niveau qu'en janvier 2008 (- 0,8 %).

### Mouvements sociaux à la Réunion

Le mois de mars 2009 a été revendicatif à la Réunion. Accompagnant le mouvement antillais, le collectif des organisations syndicales, politiques et associatives de la Réunion (COSPAR), créé en février 2009 a présenté une liste de 62 revendications parmi lesquelles le relèvement des bas salaires à hauteur de 200 € nets/mois, le gel des loyers des logements sociaux et la baisse des prix des produits de consommation courante ainsi que ceux des tarifs bancaires.

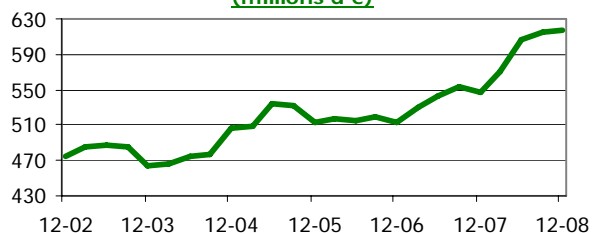
Trois manifestations se sont tenues les 5, 10 et 19 mars et des opérations de blocage ont été menées dans les grandes surfaces ainsi que des interventions ponctuelles dans les banques et auprès des opérateurs de téléphonie. Les négociations se sont déroulées durant tout le mois sous l'égide de la Préfecture qui a mis en place les groupes de travail associant notamment le Medef, le COSPAR, la CGPME, la Fédération des Entreprises réunionnaises (FER), la grande distribution, les bailleurs sociaux ainsi que les banques commerciales.

Au 1<sup>er</sup> avril 2009, trois accords ont été signés concernant le gel des loyers des logements sociaux et la baisse du forfait charge à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009 (dispositif rétroactif), la diminution de 5 à 20% des prix concernant 252 produits de consommation courante, applicable à compter du 8 avril ainsi que la diminution des tarifs bancaires, prévoyant entre autre la diminution de 10 à 15 % minimum des tarifs de trois services bancaires courants. Les acteurs ont salué l'esprit constructif et la sérénité qui a présidé aux négociations.

Il subsiste une demande significative concernant l'augmentation des revenus et des minima sociaux pour laquelle les négociations se poursuivent. Il en est de même pour l'extension du plan CO.RAIL Antilles à la Réunion.

### Décélération des créances douteuses brutes

Créances douteuses brutes totales (zone)  
(millions d'€)



Les créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux s'établissent à 617 millions d'€ à fin décembre 2008, en légère hausse (+2 millions d'€ soit +0,4%) sur le quatrième trimestre 2008. Le rythme de croissance des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux continue ainsi de ralentir par rapport aux trimestres précédents, celles-ci s'étant notamment accrues de +1,3% au troisième trimestre et de +6,1% au second trimestre. Toutefois, ce ralentissement doit être relativisé, chaque quatrième trimestre d'année civile étant impacté par les

comptabilisations de créances douteuses en pertes irrécupérables qui peuvent abaisser fictivement l'évolution trimestrielle du risque de crédit. Sur douze mois glissants, les créances douteuses brutes progressent de 70 millions d'€ (+12,8%). Les créances douteuses nettes sur les entreprises progressent rapidement au cours du quatrième trimestre (+24 millions d'€ soit +17,2%) et plus encore sur les douze derniers mois (+52 millions d'€ soit +46,8%). A l'inverse, les créances douteuses des ménages diminuent fortement d'un trimestre sur l'autre (-25 millions d'€ soit -26,4% entre septembre et décembre 2008) et également sur douze mois glissants (-12 millions d'€ soit -14,3%).

Le taux de douteux s'établit ainsi à 4,9% en décembre 2008, en légère amélioration par rapport aux deux trimestres précédents où il s'établissait à 5,0% et 5,1%. Pour mémoire, le taux de créances douteuses brutes avait atteint un minimum de 4,7% un an auparavant, à fin décembre 2007.

# PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,25%	08/04/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	08/04/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

### Taux d'intérêt légal

ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2008	3,99%	JO du 23/02/08	2,50%	2,50%	3,00%	2,50%	1,75%

\* hors prime d'Etat

### Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

Décembre	Janvier	février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
2,4511%	1,8404%	1,2583%	1,0565%	1,2710%	1,6370%	1,7760%	1,9100%

### Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
3,53%	3,64%	3,74%	3,72%	3,73%	3,84%	3,94%	3,92%

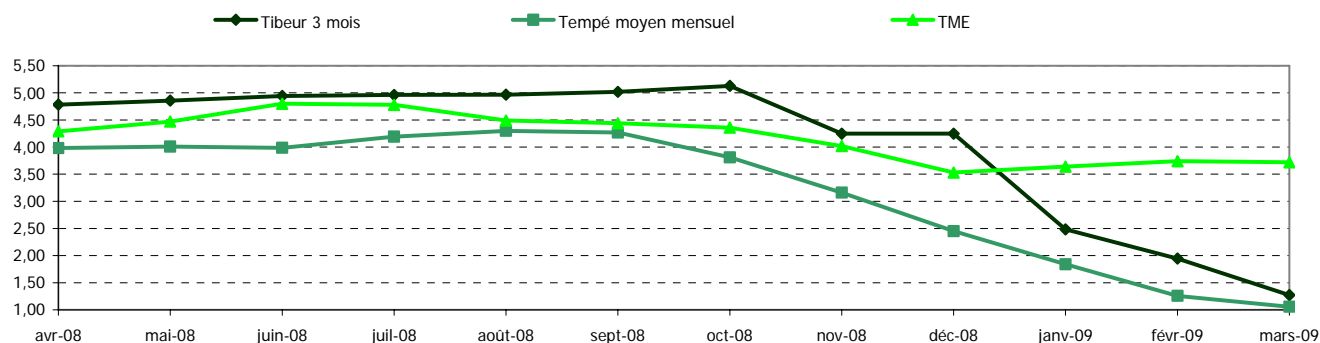
### Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

## Taux de l'usure (applicable à partir du deuxième trimestre 2009)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>					
Prêts à taux fixe		7,83%			
Prêts à taux variable		7,93%			
Prêts relais		8,05%			
<b>Autres prêts</b>					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,36%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		20,92%	Découverts en compte (1)		14,13%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		10,04%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

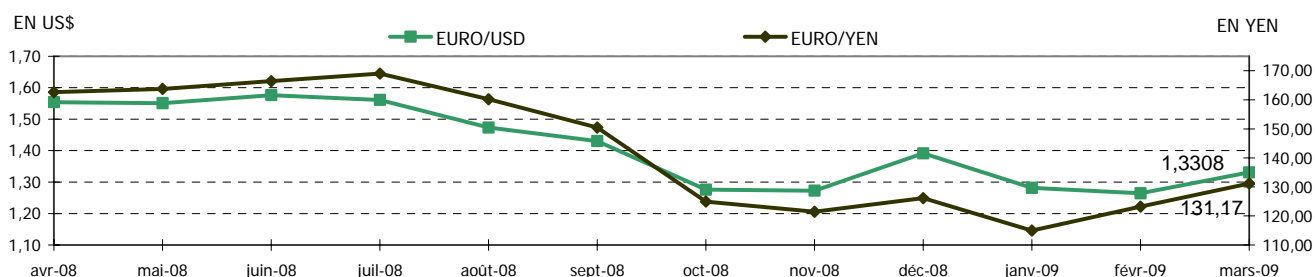
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3308	EURO/ZAR (Afrique du sud)	12,6140	EURO/SRD (Surinam)	3,64206
EURO/JPY (Japon)	131,1700	EURO/BWP (Botswana)	10,34580	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,37533
EURO/CAD (Canada)	1,6685	EURO/SCR (Seychelles)	21,6346	EURO/DOP (Rép. Dom.)	47,6061
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,93080	EURO/MUR (Maurice)	43,5870	EURO/BBD (La Barbade)	2,6540
EURO/SGD (Singapour)	2,0234	EURO/BRL (Brésil)	3,0767	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,35067
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,3140	EURO/VEF (Vénézuéla)	2,84903	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2617,21	EURO/XCD (Dominique)	3,5829	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la publication : F. DALLIER

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4, Rue de la Compagnie 97487 St-Denis Cédex

Achévé d'imprimer le 6 avril 2009 - Dépôt légal : avril 2009 - ISSN 1240 - 38 57